

argentine:

premières déclarations des rescapés du massacre de trelew

Face aux mobilisations de masse qui, dans toutes les villes d'Argentine, ont suivi le massacre des militants révolutionnaires incarcérés à la base de Trelew, le gouvernement a répondu par des actions policières sans précédent.

Hormis Buenos Aires où la police et l'armée sont intervenues pour disperser les milliers de personnes qui participaient à une veillée funèbre dans le local du parti péroniste, et s'emparer des cercueils pour une inhumation « discrète », c'est à Cordoba que la répression a été le plus spectaculaire. Face à l'ordre de grève générale de 24 heures lancé par les directions syndicales locales, l'armée a arrêté plus de 500 personnes dont les principaux dirigeants de la CGT de Cordoba, et a littéralement investi la ville.

Cela n'a d'ailleurs pas empêché la grève d'être suivie dans la plupart des usines de la région et à l'université.

Par ailleurs les actions des organisations révolutionnaires se sont multipliées ces derniers jours. Pour la première fois depuis le massacre, les familles des deux rescapés du massacre, Alberto Campos et Ricardo Haidar, ont été autorisées à leur rendre visite. Elles n'ont pu s'approcher des deux blessés que durant quinze minutes, en présence de plusieurs militaires armés jusqu'aux dents. Un épais grillage isolait Campos et Haidar. L'un et l'autre ont dit à leur parents qu'ils connaissaient la version officielle du

massacre, version qui n'a rien à voir avec la réalité. « On nous a fait sortir de nos cellules et on nous a fait mettre en ligne dans une petite cour intérieure. Jusqu'à ce moment nous pensions qu'il s'agissait d'un nouvel interrogatoire sur l'évasion, interrogatoire que nous subissions quotidiennement. Un fait nous intriguait cependant : « Pourquoi cette fois nous avoir tous réunis ? », a déclaré Campos à son père.

Une fois alignés, sans prévenir et sans qu'il y ait eu le moindre incident, les militaires ont ouvert le feu. Les prisonniers ont alors tenté de fuir le lieu du massacre, certains réussissant à se « réfugier » dans leurs cellules. Là, la tuerie a continué.

Ce bref récit qui a été reproduit dans la presse argentine n'a appelé aucun commentaire du gouvernement. Mais qui a jamais cru à la version officielle selon laquelle les prisonniers ont été abattus alors qu'ils tentaient une nouvelle évasion ?

Alberto Campos et Ricardo Haidar se remettent rapidement de leurs blessures. Cela ne veut pas dire qu'ils soient hors de danger. Leur témoignage est une arme terrible contre la dictature. Seule la crainte de nouvelles mobilisations l'empêche, pour l'instant, de parfaire le crime.

J.P. BEAUVAIS

lopez molina restera en france!

Les nuits de Monsieur Marcellin sont, c'est bien connu, hantées par le spectre du « complot international ». N'a-t-il pas écrit et dit, à maintes reprises, que Mai 68 était le fruit d'un tel complot, orchestré par-delà les frontières...

Conséquent avec ses obsessions, le ministre de l'Intérieur frappe, dès qu'il le peut, les révolutionnaires étrangers, leur interdisant l'entrée en France, les expulsant... Depuis Mai 68, des centaines de militants étrangers ont été expulsés ou même livrés à leurs polices respectives. D'autres sont interdits de séjour. Nos camarades Ernest Mandel, Livio Maitan, Tariq Ali et Joseph Hansen, par exemple, tous membres de la direction de la IVème Internationale, sont arbitrairement empêchés de venir en France.

Aujourd'hui, c'est au tour de Maximo Lopez Molina d'être victime des fantasmes du ministre de l'Intérieur, conjugués aux pressions du dictateur Balaguer, héritier des sinistres Trujillo.

Molina, dirigeant révolutionnaire dominicain, exilé depuis plusieurs années en Europe, a été, après avoir milité au Parti

Communiste Dominicain, l'un des fondateurs du Mouvement Populaire Dominicain, en 1965. Le MPD a joué un rôle important dans la lutte contre l'agression impérialiste d'avril 1965, à Santo Domingo. Il a été, depuis, le principal pôle de regroupement de l'extrême-gauche révolutionnaire dominicaine. En butte à une sauvage répression (nombre de ses membres ont été assassinés ou pourissent dans les geôles de Balaguer), plusieurs de ses dirigeants ont dû s'exiler. L'un d'entre eux, Maximiliano Gomez, a été assassiné en mai 1971, à Bruxelles, sans doute par des hommes de main de la police dominicaine et de la CIA.

Expulser Lopez Molina, traqué par les assassins de Gomez, dont le passeport dominicain a été confisqué, équivaut à le remettre aux mains des tortionnaires de son pays. C'est un crime camouflé en banal acte administratif. Les révolutionnaires doivent tout faire pour que Lopez Molina puisse rester en France et que cesse l'arbitraire du gouvernement, tant sous forme d'expulsions que d'interdictions de séjour, à l'égard des militants étrangers.

J.P. B.

gereux ennemi, même en prison, pour Bordaberry et consorts. Nul doute que l'exemple du massacre de Trelew inspire pas mal de geôliers de Montevideo et que le projet de faire disparaître définitivement Sendic soit à l'ordre du jour.

Pour qu'un tel crime ne soit pas perpétré, il est nécessaire de briser le mur du silence qui aujourd'hui encore enveloppe la féroce et massive répression en Uruguay, répression dirigée et orchestrée par des « spécialistes » brésiliens. Nous nous y emploierons.

J.P. B.

uruguay: raul sendic en danger de mort

Les gorilles uruguayens et leur tête de file, le grand propriétaire terrien Bordaberry, chef de l'État, se frottent les mains.

La « prise » est bonne. Raul Sendic, l'un des fondateurs et actuel dirigeant des Tupamaros, a été arrêté et grièvement blessé, il y a quelques jours à Montevideo.

Cette arrestation, venant après de nombreuses autres ces dernières semaines, représente, à n'en pas douter, un coup sévère porté aux révolutionnaires uruguayens.

Depuis la farce électorale de décembre dernier, farce qui a permis au plus typique représentant de l'oligarchie terrienne d'accéder à la présidence, la répression a été décuplée, l'armée étant en permanence sur le pied de guerre pour mener la lutte contre les militants révolutionnaires du MLN (Tupamaros).

Arrêté, blessé, à la merci de tortionnaires sans scrupules, Sendic risque en permanence la mort. Son évasion spectaculaire, il y a deux ans, en compagnie de plusieurs dizaines d'autres prisonniers, a été une leçon pour les flics uruguayens. Son rôle historique dans le développement du mouvement révolutionnaire en Uruguay, son prestige considérable, en font un dan-

la
révolution
permanente
en
Amérique
latine

cahier rouge
nouvelle série
internationale
N°6

hugo blanco emprisonné en argentine

Notre camarade Hugo Blanco vient d'être arrêté à Buenos Aires. Expulsé du Pérou l'an dernier, après les mobilisations des étudiants et des enseignants de Lima qui furent les premières mobilisations de masse contre le régime du général Velasco, Hugo Blanco vivait depuis plusieurs mois en exil au Mexique.

Son permis de séjour venant à expiration et sans espoir qu'il fût renouvelé, Blanco a quitté le Mexique pour l'Argentine, en juin dernier.

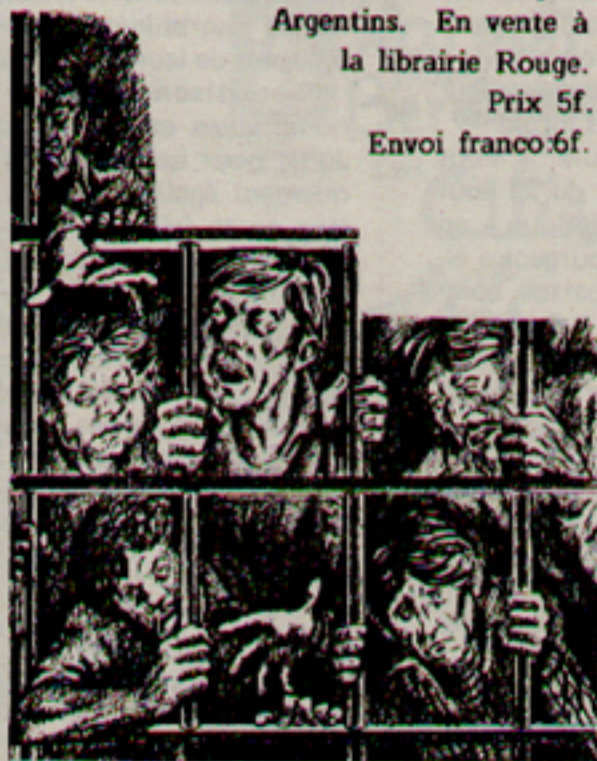
Là, ses déclarations relatives à la situation péruvienne ont déplu au général-ambassadeur de Velasco auprès de son collègue Lanusse. Ce dernier, soucieux de ses bonnes relations avec le régime de Lima (le Pérou est un pion important dans la lutte d'influence que se livrent Brésiliens et Argentins en Amérique Latine), a immédiatement arrêté et jeté en prison notre camarade. Une mesure d'expulsion serait prise contre lui. Les organisations de défense des prisonniers politiques en Argentine, ainsi que de nombreuses organisations politiques et syndicales de Buenos Aires, mènent actuellement campagne pour sa libération immédiate et pour qu'aucune mesure de déportation ne soit prise à son égard.

Liberté pour Hugo Blanco !

J.P. B.



Brochure éditée par le Comité de Défense des Prisonniers Politiques Argentins. En vente à la librairie Rouge. Prix 5f. Envoi franco:6f.



oppression
répression
tortures

ARGENTINE 72